

Document de positionnement

GOVERNANCE MONDIALE DE L'EAU

POUR DES REUNIONS INTERGOUVERNEMENTALES REGULIERES SUR L'EAU AUX NATIONS UNIES

15/03/2023

GT Processus internationaux/ Coalition Eau

La Conférence des Nations Unies sur l'eau, organisée à New-York les 22, 23 et 24 mars 2023, est le premier rendez-vous intergouvernemental sur l'eau depuis 46 ans. Même si aucun accord politique ne sera négocié, c'est l'occasion unique d'agir pour renforcer la gouvernance internationale du secteur et pour remobiliser les États, alors qu'un quadruplement des efforts est nécessaire pour atteindre l'ODD 6 pour l'eau et l'assainissement d'ici 2030 d'après UN-Water. La Coalition Eau appelle les Etats, dont la France, à afficher leur soutien à l'adoption d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies établissant des réunions intergouvernementales régulières sur l'eau et l'assainissement.

I NOTRE CONSTAT : UN MANQUE DE GOUVERNANCE INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

Il n'existe pas de politique internationale « contraignante » de la gestion de l'eau, hormis les conventions sur les eaux transfrontalières ratifiées par approximativement un tiers des États. En dehors de ces deux conventions et de quelques accords bilatéraux entre Etats, aucun traité international ne concerne les enjeux de l'eau.

Les sujets d'eau et d'assainissement ne bénéficient pas d'une agence de l'ONU dédiée, à l'inverse par exemple de l'alimentation (FAO) ou de la santé (OMS). UN-Water est un mécanisme de coordination des 32 agences, programmes et entités onusiennes qui abordent la problématique de l'eau, mais ses moyens sont faibles et son mandat et son poids politique sont bien plus limités que ceux d'une agence.

Le domaine de l'eau et de l'assainissement ne bénéficie pas non plus de fonds internationaux dédiés, comme par exemple les fonds verticaux pour la santé (le Fonds Mondial contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose) ou le Fonds Vert Climat.

Enfin, il n'existe pas de comité ou d'espace intergouvernemental dédié à l'eau, comme il en existe là encore dans d'autres domaines, à l'image du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA), de l'Assemblée Mondiale de la Santé (AMS) ou des COP Climat.

L'unique conférence intergouvernementale sur l'eau organisée à ce jour par les Nations Unies remonte à 1977 (Conférence de Mar del Plata). Ce n'est que quarante-six ans plus tard que se tiendra une nouvelle conférence des Nations Unies sur l'eau : celle-ci est prévue en mars 2023 à New-York, à la demande de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Un exercice de cartographie des ODD et des espaces de discussion onusiens, préparé pour la 70ème Assemblée Générale des Nations Unies, a montré que l'ODD 6 (eau et assainissement) et l'ODD 12 (consommation et production responsables) étaient les 2 ODD « **largement non-couverts par les agendas de l'AG des Nations Unies et de l'ECOSOC** »¹.

II LA CONSEQUENCE : LA FAIBLESSE DU CADRE MULTILATERAL N'INCITE PAS SUFFISAMMENT LES ETATS A AGIR

Le vide institutionnel à l'international sur les sujets d'eau et d'assainissement **empêche l'existence d'une véritable politique internationale cohérente pour faire face aux enjeux de l'eau**. La politique de l'eau est traitée de façon inadéquate et fragmentée, au travers d'une multitude d'autres politiques et espaces sectoriels liés aux enjeux d'eau.

Par ailleurs, **l'absence d'un agenda international fort sur l'eau n'incite pas suffisamment les gouvernements à agir à l'échelle nationale, ni à rendre des comptes sur leurs avancées pour la mise en œuvre des objectifs internationaux**. Cela ralentit les progrès vers l'atteinte des objectifs internationaux : 107 pays ne sont pas sur la bonne voie pour atteindre l'ODD 6 d'ici 2030.

Le manque d'espace multilatéral dédié à l'eau **empêche également les Etats d'échanger sur les mesures individuelles et collectives qui s'imposent à l'échelle mondiale** face à la crise de l'eau.

III L'EAU EST UN ENJEU GLOBAL

Si les collectivités et acteurs locaux ont un rôle clé à jouer dans la gestion de l'eau au niveau local ou au niveau des bassins, il est temps de prendre conscience que la question de l'eau est aussi un enjeu global.

Les Etats sont interdépendants en matière d'eau :

- **Le cycle de l'eau est global** : comme le changement climatique, l'eau ne connaît pas les frontières administratives des Etats.
- **L'eau est un enjeu géopolitique majeur** : La gestion de cette ressource vitale, unique et nécessairement partagée, est un enjeu de paix qui ne peut être ignoré par la communauté internationale.
- **L'eau est aussi un sujet directement lié aux défis globaux** comme la crise climatique, la sécurité alimentaire, l'urbanisation galopante, la déforestation et la dégradation de l'environnement ou encore le commerce et nos modes de production et de consommation.
- **Enfin, l'eau potable et l'assainissement sont aussi des enjeux de solidarité internationale**, dans un contexte de multiplication des crises humanitaires, et alors que de nombreux Etats n'ont pas les capacités de répondre aux besoins vitaux des populations.

¹ <https://sdg.iisd.org/news/unga-sets-plans-for-reducing-sdg-gaps-overlaps/>
<http://sdg.iisd.org/news/strategic-alignment-group-maps-unga-agenda-with-sdg-targets/>

IV NOTRE RECOMMANDATION : ETABLIR DES REUNIONS INTERGOUVERNEMENTALES REGULIERES POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT AUX NATIONS UNIES

Le renforcement du dialogue politique et de la coordination multilatérale sur l'eau au niveau de l'ONU est nécessaire. L'organisation d'une Conférence des Nations Unies en mars 2023 ne suffit pas : **les Nations Unies doivent convoquer des réunions intergouvernementales de haut niveau régulières sur l'eau.**

La mise en place d'échanges réguliers entre Etats sur l'eau doit permettre de :

- **accélérer et coordonner les efforts** vers l'atteinte des objectifs internationaux pour l'eau,
- **renforcer la volonté politique** et favoriser des engagements ambitieux,
- **prendre les mesures individuelles et collectives** nécessaires face à la crise de l'eau,
- **assurer le suivi et la redevabilité** sur la mise en œuvre des objectifs internationaux.

Notons que **l'ONU est l'espace le plus légitime pour améliorer le cadre multilatéral mondial de l'eau** : c'est la seule arène politique multilatérale, centrée sur des questions d'intérêt commun, où tous les États sont présents et disposent d'une voix.

Cette proposition a fait l'objet de recommandations de la part d'une série de décideurs de haut niveau:

- **Les conclusions des Dialogues de Bonn** (organisés par l'Allemagne en juillet 2021), soutenues par une soixantaine d'Etats, recommandent : « d'assurer la cohérence des efforts de l'ONU dans le secteur de l'eau par une coordination en amont dans la programmation de tous les membres d'UN-Water ; [...] en donnant régulièrement aux Etats membres l'occasion d'examiner les enjeux mondiaux de l'eau à haut-niveau ».
- **Le Panel de haut niveau sur l'eau**, rassemblant 10 chefs d'Etats et de gouvernements, dans son document final en 2018 a recommandé de « renforcer le soutien du système des Nations Unies aux États membres et sa coordination des questions relatives à l'eau, en établissant des réunions des Nations Unies sur l'eau aux niveaux les plus élevés possibles »².
- **Le Président de la 72ème Assemblée Générale des Nations Unies**, Miroslav Lajčák, a déclaré : « Au sein du système des Nations Unies, l'eau et l'assainissement sont traités de manière fragmentée et inadéquate, malgré les efforts déployés par le mécanisme ONU-Eau ainsi que les travaux réalisés par les organisations, fonds et programmes différents. Pour aller de l'avant, nous avons besoin d'un cadre pour des délibérations intergouvernementales régulières afin de suivre et d'accélérer les progrès de la mise en œuvre des objectifs relatifs à l'eau. »³

L'établissement de réunions régulières des Nations Unies pour favoriser les discussions intergouvernementales sur l'eau n'est qu'une première étape vers le renforcement du système multilatéral pour l'eau. D'autres solutions méritent d'être discutées au niveau des Nations Unies, dont : la création d'un poste d'Envoyé Spécial sur l'eau nommé par le Secrétaire Général des Nations Unies (proposition soutenue par plus de 150 Etats et qui devrait voir le jour prochainement), le renforcement de UN-Water, la création d'une agence des Nations Unies pour l'eau, la mise en place d'un panel scientifique sur l'eau, la mise en place d'une commission permanente au sein de l'ECOSOC, la mise en place d'un fond vertical dédié à l'eau...

² https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/17825HLPW_Outcome.pdf

³ <https://www.un.org/fr/chronicle/article/garantir-lacces-de-tous-leau-et-lassainissement>

V LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES DE MARS 2023 : UNE OPPORTUNITE POUR PREPARER LE TERRAIN

Malgré l'absence d'accord négocié, la Conférence est l'opportunité de marquer un premier jalon et d'impulser une mobilisation de la communauté internationale sur la gouvernance mondiale de l'eau.

En termes de résultats concrets, la Conférence doit permettre :

- **de rassembler les soutiens d'Etats membres en faveur d'une résolution de l'AG des Nations Unies** en 2023 prévoyant l'établissement de réunions régulières pour l'eau ;
- **d'aboutir à la création d'un poste d'Envoyé Spécial des Nations Unies sur l'eau** (proposition soutenue par 150 Etats), disposant d'un mandat politique fort pour piloter la réflexion des Nations Unies sur la gouvernance mondiale de l'eau ;
- **d'annoncer des engagements volontaires de la part des Etats** en faveur du renforcement de la gouvernance mondiale, dans le cadre du « Water Action Agenda ».

La Coalition Eau regroupe les principales ONG françaises engagées pour les droits humains à l'eau et à l'assainissement et pour l'eau bien commun.

Sont membres de la Coalition Eau : ACAD · Action contre la Faim · BlueEnergy · CRID · 4D · Dynam'eau · EAST · Eau et Vie · Eau Sans Frontières International · Experts Solidaires · GRDR · GRET · Guinée 44 · Hamap Humanitaire · Human Dignity · Hydraulique Sans Frontières · Initiative Développement · Kynarou · Ligue des Droits de l'Homme · Morija · Première Urgence Internationale · Secours Catholique – Caritas France · Secours Islamique France · SEVES · Solidarité Eau Europe · Solidarités International · Vision du Monde · WECF · Wikiwater